

HISTORIQUE DE LA COOPÉRATION CANADO-SOVIÉTIQUE CONCERNANT L'ARCTIQUE

Si la coopération canado-soviétique concernant l'Arctique au niveau gouvernemental est récente, les premiers échanges de vue sur ce sujet remontent aux années 1950. À l'issue des années les plus glaciales de la guerre froide, les relations Est-Ouest s'engagèrent, au milieu des années 1950, dans une phase marquée par l'esprit de Genève et le début du «dégel» intérieur soviétique sous Nikita Khrouchtchev. À cette époque, le Canada envisagea avec circonspection une détente possible avec l'URSS. En 1955-1956 eurent lieu des consultations bilatérales sur un certain nombre de problèmes. Quelques mois après la visite que M. Lester B. Pearson, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, fit en octobre 1955 en Union soviétique, un accord commercial fut signé, et des échanges culturels furent envisagés. Au moment de la visite de M. Pearson, on évoqua également une éventuelle coopération concernant l'Arctique, et en particulier des «échanges d'information en matière de recherches scientifiques».³

En 1959, à peu près à l'époque où il présenta la vision qu'il avait du Nord, le premier ministre Diefenbaker déclara que le gouvernement canadien avait émis des propositions visant à étudier avec l'Union soviétique la possibilité d'une coopération dans les domaines de la recherche et de l'administration dans le Nord.⁴ Il est intéressant de noter que le gouvernement canadien souligna alors que les sciences humaines et techniques lui paraissaient devoir faire partie de tout projet de coopération, ce qui fut loin d'enchanter les autorités soviétiques. Qui plus est, l'URSS n'était pas disposée, pour des raisons de sécurité, à permettre à des scientifiques canadiens, fussent-ils sociologues ou géologues, de parcourir ses territoires septentrionaux.

Au cours des années 1960, ces propositions restèrent plus ou moins lettre morte. Il y eut une importante exception, dont certains pensent qu'elle a marqué un point tournant dans l'attitude soviétique à l'égard de la coopération au sujet de l'Arctique. Il s'agit d'un échange de délégations ministérielles qui eut lieu en 1965 et au cours duquel un groupe de personnalités gouvernementales et de scientifiques canadiens put parcourir l'Arctique soviétique pour la première fois. On pensa à ce moment-là que ces visites allaient créer un climat propice à une coopération scientifique plus étroite sur les problèmes intéressant l'Arctique,⁵ mais malgré ces bonnes intentions, il fallu attendre six ans avant que se produise un regain d'activité dans les relations canado-soviétiques au début des années 1970. On assista alors à une étape importante de l'histoire de la coopération concernant l'Arctique; au cours d'une visite que le premier ministre Trudeau effectuait en mai 1971 en Union soviétique, M. Kosyguine, alors président du Conseil des ministres, se déclara intéressé par d'éventuels échanges d'information

sur les expériences faites en matière de développement économique, notamment dans les régions du Nord.⁶ Peu de temps après, il y eut un autre échange de délégations ministérielles. Le groupe canadien, sous la conduite de M. Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes et du Nord, visita plusieurs villes et villages de l'Arctique soviétique. Au cours de son séjour, M. Chrétien fit savoir que le Canada souhaitait organiser des échanges de scientifiques spécialistes des questions concernant l'Arctique et, quelques mois plus tard, le chef de la délégation soviétique en visite au Canada exprima le même vœu.⁷ Tandis que ces rapports se développaient et préparaient ainsi l'instauration d'un programme d'échanges sur les thèmes relatifs à l'Arctique, on s'employait à donner aux relations bilatérales un cadre institutionnel susceptible de convenir à ce type de coopération. Deux accords importants régissant les relations canado-soviétiques furent signés en 1971: en janvier, l'Accord sur la coopération pour l'application industrielle de la science et de la technologie, et en octobre, l'Accord général sur les échanges.

Ces accords une fois passés, des représentants canadiens et soviétiques, forts de l'esprit de coopération régnant à ce moment-là, se réunirent en février et en novembre 1972 pour chercher à s'entendre sur des domaines précis de coopération scientifique, dont les sciences techniques telles que la géologie, l'hydrologie, la météorologie et l'écologie, ainsi que la recherche sociale sur les peuples autochtones du Nord. Un protocole d'accord fut signé à chaque fois, mais quand vint le moment d'établir des programmes de recherche détaillés, les Soviétiques refusèrent tout sujet relevant des sciences humaines. Du côté canadien, on répondit que si cette dernière dimension était exclue, aucun des programmes ne serait mis en oeuvre. Malgré toute une série de réunions et d'échanges de correspondance diplomatique, il fut impossible de persuader les négociateurs soviétiques de revenir sur leur position, de sorte qu'en 1975, les entretiens sur la dimension septentrionale de la coopération canado-soviétique, que beaucoup avaient jugés si prometteurs, sombrèrent dans l'impasse.

Quatre ans plus tard, l'Union soviétique envahit l'Afghanistan, et le gouvernement canadien suspendit tous les programmes de coopération avec l'Union soviétique qu'il finançait au titre des accords bilatéraux en vigueur; on pensa alors que toutes les consultations et négociations concernant la coopération dans l'Arctique allaient cesser pour de bon. Mais voilà que fin 1981 et début 1982, les événements prirent une tournure plutôt inattendue. Pendant que le gouvernement canadien réévaluait l'ensemble de ses relations avec l'Union soviétique, cette dernière soumit une proposition de coopération scientifique au sujet de l'Arctique, en évoquant notamment une éventuelle coopération sur les aspects sociaux et ethnographiques du développement du Nord.⁸ En réclamant avec insistance des recherches sociologiques, le Canada avait fini par triompher des hésitations soviétiques.